

Etats-Unis. Deux des messieurs qui sont allés à Washington sont ici présents. L'autre, pour de bonnes raisons, je suppose, a jugé à propos de se retirer à Londres, où, je suis heureux de l'apprendre, il est reçu comme le méritent certains de ses actes et de ses discours. Mais que les messieurs qui sont ici nous expliquent pourquoi ils sont allés à Washington. Leurs journaux ont mis de l'avant certains prétextes pour expliquer la réception qu'ils ont eue. Un jour, ils nous ont dit, par exemple, que pour une cause inexplicable ou par suite d'une erreur ou d'un retard dont personne n'a le secret, un message ajournant la conférence n'a pas été expédié de Washington, ou n'a pas été reçu ici, à temps. Puis, on a dit que c'était précisément ce que voulait le gouvernement, qu'il ne tenait pas du tout à entrer en conférence; que tout ce qu'il voulait, c'était d'avoir une excuse pour empêcher la discussion dans la chambre. Et j'ai vu des conjectures, tant dans une partie de la presse des Etats-Unis, que dans la nôtre, que la réception faite aux délégués canadiens a été dictée par le président Harrison pour faire pièce à M. Blaine. Ceci me rappelle l'ancienne coutume de faire fouetter un jeune garçon pour les fautes des princes de sang royal, et par ce moyen, justice était faite et la peau royale du seul coupable était sauvée. S'il est vrai que cette réception quelque peu cavalière et le prompt retour de nos commissaires sont dus au fait que le président Harrison a voulu faire pièce à M. Blaine, je félicite nos délégués sur la position imposante et élevée qu'ils ont atteinte. Je remarque une autre explication, si ingénieuse celle-là, qu'elle m'a paru mériter certaine attention, en passant. On nous dit que toute l'affaire a été une collusion, une jonglerie préparée par M. Blaine et notre haut commissaire. La présence de notre haut commissaire était requise à Londres pour régler les difficultés de Terre-neuve; et M. Blaine se laissa convaincre qu'il serait fort avantageux pour notre haut commissaire de couper court à la question, afin de lui permettre de se rendre à Londres, et d'y défendre les intérêts du Canada contre les pêcheurs turbulents de Terre-neuve.

Il est temps que nous examinions la situation qui est réellement grave. Pour ma part, je ne puis accepter le silence du très honorable chef de cette chambre, ni les excuses de ses amis et de ses partisans. A mon avis, voici ce qui s'est passé. Le gouvernement du Canada a été formellement avisé, d'une manière qu'aucun homme ne pouvait ne pas comprendre, et sur laquelle il serait inutile pour nous d'essayer de fermer les yeux, qu'on n'a pas besoin de lui à Washington. Et on lui a dit plus que cela: on lui a dit qu'il devait se livrer à la réflexion, qu'il devait se préparer à soumettre des propositions raisonnables et appropriées avant de s'attendre à un examen quelconque de la question. En examinant la manière dont cette affaire a été menée, il nous faut considérer quelle a été la conduite du gouvernement du Canada au sujet de ses relations avec les Etats-Unis.

Le gouvernement nous a dit par la bouche de Son Excellence, qu'il avait fait savoir de nouveau au gouvernement des Etats-Unis que le gouvernement du Canada était disposé à joindre ses efforts aux siens, dans le but de développer le commerce entre la république américaine et le Canada.

Cette déclaration est vraiment extraordinaire. Elle paraîtra très étrange à ceux qui ont un peu

suivi la conduite et la politique de notre gouvernement depuis les cinq dernières années. De quelle manière a-t-il agi depuis 1885?

Je ne veux pas discuter aujourd'hui le mérite de sa conduite au sujet des pêcheries, mais, qu'il ait bien ou mal agi, je dirai que, s'il avait le désir ou le plus petit espoir ou l'intention de conclure un traité de réciprocité avec les Etats-Unis, sa ligne de conduite en 1886 a été bien mal avisée.

D'après sir Charles Tupper lui-même, elle a été sur le point de faire disparaître toute relation commerciale avec les Etats-Unis, sur le point de faire éclater une guerre commerciale entre les deux pays. Et on aurait pensé que la connaissance du fait que le Canada avait échappé à un si grand danger, aurait rendu les ministres plus sages.

Comment ces hommes, qui ont osé nous dire que le gouvernement du Canada avait fait savoir aux Etats-Unis qu'il était disposé à conclure un traité avec eux, ont-ils accepté la proposition faite par ce côté de la chambre, invitant, demandant, et priant le gouvernement de s'efforcer de savoir à quelles conditions nous pourrions obtenir la réciprocité avec les Etats-Unis? Qu'ont-ils répondu?

En 1888, je présentai une motion déclarant qu'il était très opportun pour nous d'entamer des négociations avec les Etats-Unis. Il était permis à ces messieurs de modifier ma proposition, s'ils la jugeaient trop vague.

Ont-ils ouvert des négociations avec les Etats-Unis, pour savoir ce qui pouvait être fait? Ont-ils fait le plus petit effort pour obtenir la réciprocité? Non.

Ils nous ont répondu très clairement qu'ils n'auraient aucune réciprocité avec les Etats-Unis, à moins que les intérêts de la petite minorité des manufacturiers protégés ne fussent d'abord consultés. Ce fut là leur condition *sine qua non*—protéger nos bons amis les monopoleurs. Ne permettons pas que nos fournisseurs soient troublés. Que ces dignes messieurs qui nous fournissent des fonds pour les fins électorales, n'aient pas à souffrir. Nous devons être certains que ces messieurs ne seront exposés à aucun embarras.

Puis vient la politique que nous avons exposée en 1889. Ils nous répondirent alors par un brusque refus, allant jusqu'à ne pas vouloir s'occuper de la proposition que nous faisons d'avoir à Washington un représentant qui aurait pu nous éviter des fiascos désagréables, tels que ceux qui ont été dernièrement éprouvés par ces honorables messieurs.

Qu'ont-ils répondu, en 1890, quand j'ai soumis la même proposition pour la troisième et dernière fois? Ils l'ont fait rejeter et ils ont accompagné le vote d'une déclaration qui a été faite dans cette chambre par le président du conseil, M. Colby, qui a parlé au nom du gouvernement, et ce dernier n'ayant pas désavoué cette déclaration, il en est responsable. Cette déclaration disait que la réciprocité dans les produits naturels serait le plus grand malheur qui pourrait frapper le peuple du Canada.

Ce sont les preuves du désir que le gouvernement du Canada éprouve de développer nos relations commerciales avec les Etats-Unis. Je demande à cette chambre, surtout aux honorables députés qui siègent ici pour la première fois—car je n'ai pas besoin de le dire aux anciens députés—d'examiner le compte-rendu des débats qui ont eu lieu depuis quelques années, et de remarquer le ton des discours prononcés par les ministres et leurs partisans. Ils verront que dans tous leurs discours, perce